**L’Inde, une puissance en formation**

1. **Présentation :**
   1. **La diversité indienne :**

Avec environ 1,4 milliard d’habitants, l’Inde est depuis 2023 le pays le plus peuplé au monde. C’est un pays marqué par la diversité culturelle et religieuse. Plus de 325 langues parlées avec 25 alphabets différents, mais une langue officielle, l’Indhi, et une langue de communication, l’Anglais, maîtrisée par les élites, devenue langue officielle associée= cela a largement aidé l’insertion de l’Inde dans la globalisation, notamment dans la division des services par exemple avec les call center.

Au niveau religieux 80% des Indiens sont hindous, mais il y a une très forte minorité musulmane composant 14% de la population, ce qui fait quand même 150 millions de personnes, soit le troisième pays musulman dans le monde après l’Indonésie et le Pakistan. Ils sont uniquement majoritaires au Cachemire, mais sont aussi très présent dans le nord-est en Assam et Bengale occidentale. Il faut aussi compter sur des minorités bouddhistes en Himalaya et Sikhs dans le Pendjan (nord -ouest).

Les inégalités sociales restent très fortes, avec une immense majorité de pauvre face à une ultra minorité de milliardaires et une classe moyenne en expansion forte d’environ 300 millions d’individus, soit environ 22% de la population. Ces inégalités recoupent très souvent des inégalités de castes : celles-ci derrière la traditionnelle division en 4 (Brahmane, Prince, Marchands et Intoutchables (Dalit, castes les plus basses, et Adivasis, tribus les plus basses, vivant encore selon le mode archaïque)sont innombrables, et connaissaient une véritable fluidité à la période précoloniale. Elles sont aujourd’hui bien plus figées, avec des mariages arrangés entre castes très majoritaires, mais leur politisation et l’essor de la réussite par les études et la réussite économique tend à leur affaiblissement. D’autre part l’Inde a repris depuis 1947 la politique d’affirmative action mis en place par les Anglais, en réservant des quotas pour les basses castes dans les écoles et universités, dans les emplois publics et dans le monde politique. Cette pratique en avance sur son temps a été étendue non sans heurt dans les années 90 aux basses castes intermédiaires. Si elle a permis une ascension des basses castes, elle a aussi participé à la politisation des castes, les autres castes formant des partis politiques pour défendre leurs intérêts. La discrimination positive s’est étendu dans les années 90 aux femmes, qui ont désormais des places réservées dans les assemblées locales.

* 1. **De la démocratie à la démocrature :**

L’Inde a pendant longtemps été considérée comme « la plus grande démocratie au monde ». Une république fédérale depuis 1947, qui connaît une remarquable stabilité au grès des immenses élections organisées, avec seulement 14 premier ministre depuis 1947. Chaque état dispose de son propre parlement, avec une dévolution relativement importante des pouvoirs, même si l’Etat central reste prépondérant. Le pouvoir a été exercé pendant longtemps par le Parti du Congrès, auréolé de son rôle pendant la décolonisation et dirigé par la famille Nehru-Gandhi, et notamment la fille de Nehru Indira Gandhi dans les années 70-80. Depuis la fin du XXème siècle sa mainmise s’est cependant effritée, obligeant à des coalitions avec des partis régionaux ou de caste, jusqu’à l’arrivée au pouvoir du BJP en 2014.

Jusqu’à l’arrivée du BJP au pouvoir, le Parti du Congrès défendait un modèle multiculturel indien, présenté comme une chance, avec un Etat laïque qui protégeait et encourageait toutes les cultures et les cultes. La situation a commencé à se dégrader à la fin du XXème siècle avec la montée de la xénophobie entre communautés, et plus globalement l’affirmation du mouvement nationaliste hindou. Celui-ci connait ses racines en 1923 par la création du concept d’ « hindutva », d’ « indouité », par Vinayak Savarkar (*Who si Hindu ?*), qui prône la redéfinition de l’identité indienne sur les bases de la culture et des valeurs hindoues. Repris par la ligue RSS dès 1925, qui connaît un essor dans les années 30 à l’instar des fascismes et nationalismes de tout poil dans le monde, mais est interdit après l’assassinat de Gandhi par l’un de ses membres. Il reprend son essor à la fin du XXème siècle et crée son organe politique, le BJP, sur fond de violence anti-musulmane (destruction de mosquées, porgoms,…), pour parvenir au pouvoir à partir de 2014 avec Narendra Modri en surfant sur la situation économique due à la crise.

Les années Modri ont selon Christophe Jaffrelot (L’Inde de Modri. National populisme et démocratie ethnique., 2019) permis de transformer la démocratie multiculturelle en « démocratie ethnique ». Sa politique mêle volonté de libéralisation de l’économie et nationalisme hindou, mais est aussi une révolution conservatrice menées par les castes privilégiées contre la démocratisation de la société qui a eu suite au dvpt et à l’affirmative action. Les droits des minorités et des dalits ont ainsi été progressivement grignotées. Depuis sons second mandat, la rhétorique anti musulmane et pro-hindoue est revenue au premier plan, face aux résultats politiques peu probants. Ainsi le discours anti-Pakistan a été remis en avant, avant d’abroger l’autonomie de la région Jammu et Cachemire, à majorité musulmane, en 2019, suivie de plus de 8 millions d’arrestation de Cachemiri et d’un Internet et du téléphone coupé pendant de longs mois. Peu après le Citizenship Amendment Act et le Registre national des citoyens ont mis en place le concept que les migrants indhous pouvaient obtenir la nationalité indienne mais pas les migrants musulmans, tandis que plus de deux millions de musulmans perdaient leur nationalité.

Par ailleurs l’Inde tombe de plus en plus dans l’illibéralisme et dans la démocrature, facilité par la période Covid. Les opposants aux régimes, notamment les représentants politiques et syndicaux, les universitaires et les étudiants, les journalistes, les media, font l’objet de campagnes de harcèlement, de violences, d’emprisonnement et de fausses accusations. Des recteurs pro-gouvernements ont été nommés, des sorties de livres ont été annulées, etc… Cette offensive anti-libérale se double de plus d’une offensive contre la libéralisation des mœurs, perçue comme une influence perverse et décadente de l’Occident, remettant en cause les valeurs hindoues traditionnelles.

Face à cette offensive, la société indienne ne reste pas apathique. De nombreux intellectuels ont réagi, tandis que des manifestations très nombreuses ont eu lieu en 2019-20, entraînant une répression importante. Au-delà de ces manifestation pro-liberté, le BJP doit aussi tenir compte des mouvements de contestation populaire dans une société qui a pris l’habitude démocratique de contester. Ainsi l’Inde connait de très nombreuses mobilisations régionales qui ont fait reculer le BJP à plusieurs reprises : par exemple entre 2020 un vaste mouvement de protestation a fait reculer le parti qui réformait le système des prix planchers garantis pour les produits agricoles, au prix de 700 morts. Enfin la Cour suprême indienne reste un garde-fou démocratique, même si de nouveaux membres ont été nommés par le BJP. Au final les élections régionales depuis 2020 sont défavorables au BJP, ce qui laisse présager des futurs élections législatives en 2024.

1. **Une économie en mutation :**
2. **De l’ISI à l’ouverture libérale :**

Après l’indépendance l’Inde sous la direction du Congrès met en place une économie mixte encadrée par l’Etat. Ce dernier nationalise une grande partie des entreprises, notamment dans les secteurs de l’industrie lourde et de l’équipement (transport, énergie,…), faisant apparaître de grands condominium publics, le secteur des biens de conso étant laissé à l’industrie privée. Ce modèle de développement économique se transforme cependant à partir des années 60 sous les gouvernements d’Indira Gandhi, qui met en place une nouvelle stratégie économique fondée sur les forces nationales. Elle passe par la mise en place d’une révolution verte en 1966, dans l’objectif d’une auto-suffisance alimentaire et de l’apparition de plus-values à investir dans l’industrie. Celle-ci suit désormais la stratégie d’industrialisation par substitution aux importations au sein d’une économie dirigiste. L’Etat nationalise de nombreux autres secteurs, notamment bancaire et pétrolier, tandis que l’Inde se ferme aux importations et aux IDE par une hausse rapide des tarifs douaniers (150%), fondant son développement sur les infrastructures lourdes et l’équipement. Plus largement l’Etat devient hyper dirigiste, grâce à un système d’autorisations préalables, appelé ironiquement Licence Raj, tout nouveau projet de diversification, d’extension, de localisation des entreprises privées devant être approuvé par l’Etat. Ce système permet à l’Inde d’atteindre l’autosuffisance alimentaire dès 1977, tandis que le licence Raj permet à l’Etat de tenter de corriger les inégalités spatiales, en redéployant l’industrie dans les régions pauvres. Il connaît cependant rapidement des effets pervers : agissant dans un système non concurrentiel, les entreprises ne sont pas enclines à innover et à être performante, avec une gestion bureaucratique peu efficace. Résultat la croissance est médiocre, d’à peine 3% par an, contrastant avec les tigres asiatiques, et consommée de plus par une croissance démographique de plus de 2%.

Face à cet échec, une libéralisation va avoir lieu à partir des années 80 : il s’agit d’une libéralisation progressive, dite «  à pas d’éléphant », et non pas brutale, menée notamment par le ministre puis chef de gvt Manmohan Singh dans les années 90-2000. Le Licence raj est progressivement démantelé, les barrières douanières abaissées, passant à 10% en 2008, tandis que tous les secteurs sont ouverts à la concurrence, tandis que l’Etat se désinvestit en réduisant largement sa participation dans les entreprises. D’une priorité à l’équipement on passe au dévpt d’une industrie de biens de consommation. L’économie est donc désormais beaucoup plus libérée, mais l’Etat et l’administration garde un poids important dans une tradition indienne, contrôlant par exemple à 56% le marché bancaire.

L’arrivée du BJP au pouvoir n’a pas marqué de rupture, Modri désirant poursuivre la libéralisation de l’économie indienne. En 2014 il lance ainsi la politique « Make in India », dans l’objectif de devenir un géant industriel à l’instar de la Chine. Les décisions portent surtout sur les IDE, dont les procédures sont simplifiés et dont seuil est relevé, pouvant désormais aller jusqu’à 100% dans de nombreux domaines jugés importants (aérien, agroalimentaire, media,..). le marché du travail est aussi touché, avec une facilité de licenciements et d’embauches, dans le but de fluidifier l’économie et d’attirer les IDE. Les réformes peinent cependant à se mettre en place à cause de la lenteur de l’administration et de l’opposition des syndicats et des états dirigées par des formations anti-BJP.

L’ouverture à l’économie globale a permis l’intégration de l’économie indienne, portée par l’admission à l’OMC en 1995. Pour cela elle a créé de nombreuses ZES sur le modèle chinois à partir de 2005, et défini des « corridors de développement », qui forment un « quadrilatère d’or » entre Delhi, Mumbai, Bengalore et Kolkata. Ces corridors bénéficient de nombreuses ZES et d’une politique d’équipement en infrastructures de transports et de com : le plus important et le seul vraiment effectif est le Delhi-Bombay, avec une ligne à grande vitesse depuis 2022 (voir carte). Désormais l’Inde est liée au commerce international, dont le ratio est passée de 14 à 36% de 1980 à 2020. Les échanges indiens sont dominés par l’importation d’hydrocarbure du golfe persique, et d’exportation vers l’UE et les Etats-Unis. Mais ces exports ont une structure particulière par rapport aux autres pays asiatiques : la part des services y est très importante, avec 17% des exportations, la production industrielle étant surtout vouée au marché intérieur. Depuis les années 2010 l’Inde se tourne de plus en plus vers le marché asiatique, la Chine étant devenu son premier partenaire commercial (derrière UE), avec de très nombreuses importations. Chine, Etats-Unis, Arabie saoudite sont dans l’ordre les trois premiers partenaires commerciaux, si l’on exclut l’UE. La croissance des IDE a été aussi spectaculaire, multipliés par 30 depuis les années 2000, les principaux investisseurs étant Singapour, les US et l’île Maurice, ainsi que le Japon. Beaucoup de ces IDE s’investissent dans les services, la pharmacie et l’informatique, montrant là encore une structure atypique de l’économie indienne (pas dans les matières premières ou les biens à faible valeur ajoutée).

Cette libéralisation a permis à l’Inde de connaître des taux de croissance rapide, entre 6 et 8%, l’Inde devenant aujourd’hui la sixième puissance économique mondiale par son PIB. Elle a cependant renforcé ou créé des inégalités territoriales importantes, entre villes et campagnes, littoraux et centres, régions attractives ou non. Elle a d’autre part renforcé le dualisme de l’économie indienne, fortement marquée par le secteur informel, qui concerne 92% des actifs, dont les entreprises travaillent souvent en sous-traitance pour les entreprises officielles et mondialisées.

1. **Les bases de l’économie indienne :**

La révolution verte lancée en 1966 (irrigation, mécanisation, engrais) a permis d’augmenter les rendements et d’atteindre l’auto-suffisance en 1977. Cette croissance a permis à l’Inde de devenir un grand producteur agricole, en s’appuyant sur ses deux systèmes productifs traditionnels : le riz au sud dans l’Inde des moussons, le blé au nord, seul le centre aride du Deccan restant sur un système mil-sorgho. Ainsi l’Inde est la deuxième productrice mondiale pour le riz et le blé derrière la Chine. Avec le développement de sa population elle a diversifié sa production avec l’introduction des oléagineux (soja, tournesol,..) et de l’élevage laitier, avec le plus grand cheptel au monde. L’immense majorité de cette production est auto-consommée. Une agriculture commerciale se développe cependant, autour de la viande bovine (premier mondial ) et des produits tropicaux (thé, café, coton,…).

Cette révolution verte a été très encadrée par l’Etat pour venir en aide à la population rurale et la fixer dans les campagnes. Ainsi l’Etat a instauré un contrôle des prix avec des prix minimum auquel il achète la production, qui concerne encore plus de 30% de la production aujourd’hui. Par ailleurs il a mis en place une distribution alimentaire publique par le biais de magasins d’Etat, qui concerne encore 60% de la population indienne, même s’il est marqué par une forte corruption. Cette mesure a contribué à fixer la population à la campagne, car elle perd cet avantage si elle part en ville. L’agriculture indienne est donc fortement subventionnée, et l’Inde a ainsi participé au blocage du cycle de Doha à la tête des pays du sud, parvenant à conserver ses subventions. La population s’y montre très attachée, et récemment la tentative de supprimer les prix minimums en 2020 ont entraîné des manifestations monstres qui ont obligé le BJP au recul.

Il n’en reste pas moins que l’Inde est marquée par une très forte pauvreté rurale, avec encore 18% d’actifs dans l’agriculture, et une immense majorité de toute petites exploitations (e 5% font plus de 4ha), avec plus de 30% de paysans sans terre. L’Etat tente d’y remédier en multipliant les aides, et notamment de vastes chantiers publics, mais dont la corruption détourne souvent une grande partie des fonds. Il tente surtout de poursuivre le modèle productiviste, les rendements restant encore faibles par rapport aux voisins, la moitié de ceux de la Chine, et en connectant l’agriculture à l’agrobusiness et à l’export. Par ailleurs on perçoit l’essor très timide d’une révolution dite « doublement verte », à la fois plus productive et respectueuse de l’environnement. Si l’Inde connaît le plus grand nombre de producteurs bio au monde, les surfaces concernées restent en réalité assez faibles, moins de 2,6% de la SAU.

L’industrie a connu une première croissance rapide après guerre, avant de se ralentir dans les années de la Licence Raj, et de repartir à la fin du siècle avec la libéralisation de l’économie, avec des taux moyens de 5-7%. Le secteur souffre cependant du manque d’infrastructures et surtout du manque de travailleurs qualifiés. C’est là le paradoxe de l’Inde : alors que les instituts de technologie sont très réputés, ils ne bénéficient qu’à une très faible minorité de la population, et 7 enfants sur 10 quittent l’école avant le collège, 5% font des études supérieures. On assiste donc à une dichotomie avec une minorité très bien formée et mondialisée, et une énorme masse non qualifiée. Le secteur public s’efface doucement au profit du privé, avec quelques FTN qui tirent l’économie, comme notamment Reliance industries ( pétrochimie et aérospatiale, a acheté Rafales contre transfert de tech), ou le fameux Tata ( conglomérat vieux de 140 ans sur l’automobile le thé, la sidérurgie, la chimie, les NTI, employant 580.000 salariés). L’industrie se concentre dans les grandes villes et dans les nouveaux corridors industriels, notamment au sud et à l’ouest. L’Inde développe aujourd’hui ses secteurs de haute-technologie, avec de brillantes réussites dans certains secteurs. C’est le cas de l’aérospatiale, avec l’ISRO, qui obtient son premier lanceur dans les années 80, et a réussi à lancer des satellites sur la lune et sur mars (2014), avec la perspective d’un vol habité dans les prochaines années. Les domaines des biotechnologies et de la pharmacie sont particulièrement développés. L’Inde a profité de son absence de reconnaissance des brevets mondiaux au XXème siècle pour lancer la plus grande industrie de générique ; elle a été cependant obligée en 2016 de reconnaître le principe de propriété intellectuelle. Enfin les NTI sont aussi particulièrement développées, couplées à un secteur de services très performant. De vastes technopoles ont émergées en périphérie des métropoles, dont la plus célèbres est celle de Bangalore, appelée le Silicon plateau indien : la ville concentre l’aérospatiale, les biotechs et les NTI, et est devenu le 4ème centre technologique au monde, avec plus de 700 centres de recherches.

Enfin les services se sont largement développés, comptant désormais pour 60% du PIB et 1/3 des emplois. La majorité des emplois se trouvent cependant dans le secteur informel (petit commerce de rue), et témoignent de la pauvreté. L’Inde est cependant spécifique pour avoir dévpé et être le leader de l’information technology, soit les services liés au NTI, premier exportateur mondial de service informatique. Le secteur pèse 10% du PIB, et connaît une croissante fulgurante, animé par des grandes FTN comme Wipro Tata et Infosys, implantées dans les ZES et technopoles. Il s’agit globalement d’une sous-traitance des secteurs informatiques pour le compte des entreprises étrangères : centre d’appel, e-commerce, maintenance de site internet, développement de logiciels, mais aussi sur des niches bien plus élaborées, comme la sous-traitance de la recherche par des labos indiens, sur des missions temporaires et précises.

1. **Les obstacles au développement :**

La croissance du début du XXIème siècle engendrée par la libéralisation de l’économie conciliée avec la préservation d’un mode de protection sociale, appelé développement inclusif, connaît depuis peu un ralentissement, alors que les inégalités augmentent rapidement.

1. **Les inégalités territoriales :**

L’Inde connaît des inégalités régionales, mais qui restent moins marquées qu’en Chine ou au Brésil. Les facteurs géographiques jouent un rôle moindre, le différentiel entre régions n’étant pas énorme, même si les plateaux centraux plus arides sont moins favorisés. Seules les régions himalayennes au nord sont clairement défavorisées. La libéralisation et le développement économique récent ont cependant entraîné des disparités entre régions plus ou moins dynamiques, les régions du nord autour de Delhi, le littoral ouest avec la région de Mumbai (Gujarat) comme le sud de l’Inde (Tamil Nadu et Kerala) et dans une moindre mesure le Bengale occidentale autour de Calcutta sont les plus dynamiques, profitant de la littoralisation et de la métropolisation.

La littoralisation réelle n’est cependant pas extrêmement dynamique en Inde, malgré une tradition d’ouverture et de commerce littorale qui remonte au moyen-âge, avec des échanges avec les marchands arabes, chinois et malais. Ce n’est cependant qu’avec la colonisation que l’Inde connaît un essor de ses ports et façades maritimes sous l’impulsion des occidentaux, notamment Bombay (Gateway of India pour les britanniques), Calcutta et Madras. Les ports restent cependant largement sous-dimensionnés aujourd’hui, par manque d’investissement et sites naturels en eau profonde rares, et mal reliés à leur hinterland. Seuls les ports du Gujarat, Kendla et Mumbai, sont de véritables ports internationaux, leur développement porté par le dynamisme de l’hinterland et la découverte d’hydrocarbure off-shore, mais seulement à la 25ème place mondiale, loin derrière les ports de la façade sud-est asiatique. Les autres ports correspondent à la façade du golfe du bengale avec le port de Calcutta et de Chennai (Madras). Face à l’engorgement de ces ports, le gouvernement a multiplié depuis 2017 les plans d’investissements et les ZES, permettant que les investissements étrangers puissent détenir 100% du port.

Les inégalités se vérifient donc surtout à d’autres échelles, notamment entre villes et campagnes. La société indienne se marque par le poids de sa ruralité, engendré par son développement tardif et par une volonté politique de conserver la population à la campagne au XXème siècle. Aujourd’hui seulement 40% de la population vit en ville, avec l’émergence de grandes mégapoles comme Bombay, Delhi et Calcutta. Les inégalités sont flagrantes, avec un indice de pauvreté et d’accès aux infrastructures bien plus bas dans les campagnes. Ce qui n'empêche pas la précarité en ville, avec 23% des citadins vivant des bidonvilles, jusqu’à 50% à Mumbai.

1. **Une compétitivité médiocre :**

La balance commerciale indienne est très négative, contrairement aux pays du sud-est asiatique. Cela s’explique en partie par sa dépendance aux énergies, avec très peu de gisements hydrocarbures, qui se trouvent pour l’essentiel off-shore sur la côte occidental. Résultat l’Inde doit importer du golfe et d’Afrique une grande partie de ses hydrocarbures. Elle reste d’ailleurs largement dépendante du charbon (75% de l’énergie consommée), dont elle détient de vastes gisements, mais qu’elle doit quand même importer face aux besoins, et a dvpé un ambitieux programme de parc nucléaire, qui reste cependant majoritairement pour l’instant à l’état de projet. Elle met aussi l’accent sur les énergies renouvelables (9%), dont elle veut devenir un leader mondial.

Au niveau des biens et services, les insuffisances des infrastructures de transport minent les exportations, avec des ports très mal reliés à leurs hinterlands et des communications internes ralenties. Seul le quadrilatère d’or est muni d’autoroutes, tandis que seul l’axe Bombay-Delhi dispose d’un TGV. Le reste du pays marqué par la vétusté des moyens de transport, avec des accidents très nombreux. D’autre part l’Inde n’est pas un atelier du monde : seul le textile est une industrie exportatrice. Les secteurs concurrentiels sont en fait souvent liés à de la haute technologie, comme la pharmacie ou l’ingénierie, mais restent réduits, ainsi que les services dans les NTIC. Résultats, l’Inde doit importer nombre de biens, notamment de la Chine, avec laquelle la balance commerciale est très négative.

1. **Les défis du développement :**

Le développement et la croissance se heurtent à des freins qu’il faudra lever : corruption, pauvreté et atteintes à l’environnement.

1. **La corruption :**

L’Inde est 80ème sur 180 pour sa corruption selon Transparency International. La corruption reste très forte à tous les niveaux, à tel point que l’on parle d’une démocratie de connivence. Cette corruption est très ancienne, marquée au plus haut niveau de l’état par des liens entre monde économique et politique, éclaboussé par de nombreux scandales, comme en 2007 le ministre des télécoms ayant touché de nombreux pots de vins pour l’attribution des licences 2G, ou encore sur ces concessions minières sous le gvt de Manmohan Singh (2004-2014). Le phénomène s’est amplifié sous Modi, une partie du pouvoir politique ayant été confié à des proches des grandes familles d’affaires, comme notamment la famille Ambani (groupe Reliances) ou l’homme d’affaire sulfureux Gautam Adani (groupe Adani, dans les matières premières et infrastructures, ayant obtenu de Modi la gestion de sports et aéroports indiens + prise de contrôle de chaînes d’info ). Ces derniers parviennent à obtenir d’importants crédits des banques publiques et des défiscalisations pour des investissements douteux et souvent non rentables, fragilisant le système bancaire indien : récemment le groupe Adani a ainsi connu une catastrophe financière, perdant la moitié de sa capitalisation, après des révélations pointant des grossières falsifications comptables et des opérations financières opaques permettant de cacher des bilans peu glorieux.

Le système est cependant gangrené à tous les étages par un système bureaucratique omniprésent, issue du Licence Raj. Afin de contourner les autorisations et les réglementations multiples, l’habitude a été prise de verser des pots de vins aux fonctionnaires. La lutte contre la corruption est devenue avec le dvt de la classe moyenne et la libéralisation de l’économie un sujet majeur, et en 2011 a été lancé un mvt anti-corruption, marquée par des manifestations et la naissance d’un nouveau parti, le « Parti de l’homme ordinaire », mené par Anna Hazare. Ce parti anti-Modi a remporte les élections à Delhi, mais reste centré sur les classes moyennes, et peine à se faire entendre au niveau national.

1. **La pauvreté :**

L’inde a fait des progrès importants, mais reste marqué par la pauvreté et l’explosion des inégalités. La fragilité du pays face à la crise de Covid souligne ce paradoxe : sans doute plus de 5 millions de morts, des infrastructures médicales totalement débordées et largement insuffisantes mais…un vaccin autorisé par l’OMS et plus d’un milliards de vaccinés.

Ainsi l’IDH est encore uniquement de 0,645 en 2020, soit le 131ème rang mondial. Pourtant le PIB par ht a été multiplié par 10 depuis 1980, et la pauvreté serait passée de 45 à environ 25% de la population entre les années 90 et aujourd’hui. Cependant ces chiffres officiels indiens sont à prendre avec précaution, souvent surévalués : certains chercheurs pensent que 75% de la population est encore pauvre. Cette pauvreté est majoritairement rurale, bien que la pauvreté urbaine soit aussi nombreuse avec les bidonvilles. L’Inde oscille donc entre progrès et maintien d’une pauvreté handicapante.

* Ainsi si les famines ont disparu, on considère que plus de 15% de la population est sous-alimentée, avec 1/3 des enfants présentant un retard de croissance, tandis qu’à l’autre bout l’obésité, le diabète explosent dans les classes moyennes et aisées.
* L’espérance de vie est désormais de 70 ans, mais subsistent des inégalités énormes dans l’accès au soin, notamment des femmes. La mortalité infantile est passée de 40 à 27 pour mille (13 pour la Chine). Parallèlement et paradoxalement l’Inde est devenu un pays de tourisme médical pour riches.
* L’accès aux infrastructures reste tendu, notamment pour l’eau, qui reste polluée et fait environ 2 millions de morts par an, tandis que 200 millions d’Indiens n’ont pas accès à l’eau courante. Le plan de 2014 de Modi, « Clean act », de 18 milliards, a cependant permis d’équiper en toilettes de nombreux foyers.
* L’éducation reste un défi très important, car base du dvpt indien. Le taux d’alphabétisation des moins de 15 ans est aujourd’hui de moins de 75%, 5% des 19 24 ans est diplômée du supérieur.
* L’explosion des inégalités a entraîné la multiplication des gated communities et même des villes privées, comme Magarpata City à Pune ou Lavasa à Bombay.

1. **Les défis environnementaux :**

La densité de population et la croissance rapide entraîne des tensions énormes sur l’environnement.

Les ressources naturelles sont largement surexploitées. C’est notamment le cas de l’eau, largement utilisée par l’agriculture, et qui doit faire face à un productivisme accru mais aussi aux nouvelles demandes urbaines. La révolution verte avait entraîné la construction de grands barrages et l’exploitation des nappes phréatiques, qui ont entraîné des problèmes écologiques et leur épuisement, entraînant pénurie et salinisation dans le delta du Gange et les littoraux. Aujourd’hui rien ou presque n’est fait pour enrayer la sur-consommation. La destruction des forêts, désormais largement concentrée sur les territoires escarpés en marge, pose de graves problèmes, autant dans l’érosion des sols que dans la préservation des espèces et la lutte contre le réchauffement.

La pollution touche aussi gravement l’Inde. C’est particulièrement cas en ville, avec une pollution de l’air entraînant le dvpt d’un smog nocif, à cause des centrales thermiques, de l’industrie et du dvp du parc automobile. A ce titre Delhi est la ville la plus polluée du monde, avec un brouillard quasi permanent limitant la visibilité à 50 m. Idem pour les eaux= voir les tortues de Benares.

Pour lutter contre ces pratiques, l’Inde s’est dotée d’un arsenal juridique qui tente d’associer protection environnementale et populations locales. Elles restent cependant limitées, entre inefficacité, corruption et acceptation limitées des populations locales qui insistent sur le dvpt et n’aiment pas se faire bouffer par des tigres.

Enfin le réchauffement climatique tape durement, avec des épisodes de sécheresse catastrophique, la fonte des glaciers qui menace l’Hymalaya, et des épisodes de chaleurs caniculaires qui chaque année font des milliers de morts. L’Inde, 3ème émetteur de CO2 au monde, a pris des engagements dans la lutte contre le réchauffement. Ainsi de 2015 à 2020 la production d’énergie solaire a été multipliée par 8, et la plus grande ferme solaire a été installée, plus de la moitié de la surface de Paris. Cela dit derrière ces mesures la croissance et le dvpt restent la priorité, et l’Inde ne s’est pas vraiment engagée lors de l’accord de Glasgow de 2021, visant la neutralité carbone en…2070.

1. **Une grande puissance en devenir :**

L’émergence économique du pays du pays dans les années 90 le pousse à développer une politique de puissance, développant son hard power et un soft power fondé sur sa culture ancestrale. Elle doit cependant tenir compte d’un environnement régional déstabilisant, entre notamment son conflit avec le Pakistan et sa rivalité croissance avec la Chine, tout en cherchant à construire une puissance globale.

1. **La puissance militaire :**

Le budget dévolu à l’armement ne fait qu’augmenter, troisième budget mondial actuellement (3,7% des dépenses mondiales), mais bien en-deça de la Chine (13%) et surtout des Etats-Unis. L’armée indienne est la deuxième par ses effectifs (1,5 millions d’hommes environ), la marine 7ème. Ses déficiences sont cependant nombreuses, à cause d’un armement obsolète, et d’un manque d’efficacité et d’entraînement, notamment de sous-officiers (et on a vu qu’avec l’Ukraine c’est très important). Cette fragilité s’explique en partie par la faiblesse du système militaro-industriel, largement public, qui dans certains secteurs comme l’aviation ou les sous-marins nucléaires n’arrivent pas à passer le gap technologique. D’autres secteurs sont cependant plus développés, comme notamment :

* le nucléaire, la bombe étant acquise en 1974.
* Les missiles balistiques, permettant d’atteindre le Pakistan comme la Chine entière.
* L’espace, avec le premier satellite en 1975, un lanceur dans les années 80, l’envoie d’une sonde sur la lune et sur mars en 2008 et 2014, et la programmation d’un vol habité pour les années à venir.

Pour combler son déficit technologique, l’Inde est le premier importateur d’armes au monde. L’URSS puis la Russie est classiquement le premier fournisseur. Depuis la fin du XXème siècle Israël est devenu le second fournisseur, avec des liens militaires et géopolitiques étroits, surtout dans l’armement de haute technologie, et dans le renseignement. Le refus de l’Inde de signer le TNP en 1968 et ses essais nucléaires avaient enclenché un embargo américain sur les armes. L’accord de 2005 sur le nucléaire a remis la fourniture d’armes au goût du jour, l’Inde devenant le deuxième client américain des PVD derrière l’Arabie Saoudite. La France enfin est un fournisseur important depuis la commande des Rafales en 2016.

1. **Le soft power :**

L’Inde dispose de la première diaspora au monde (devant la mexicaine et la chinoise, mais les chiffres sont flous), dispersée dans plus de 130 pays. Cette diaspora s’est comme la chinoise mise en place dès la fin du XIXème siècle par le système des coolies, avant de connaître un nouvel essor après-guerre dans les pays anglo-saxons, puis vers les pays du golfe à partir des années 80. Elle est très diverse, entre grande réussite et intégration aux Etats-Unis par exemple, où les PDG de Pepsico ( Indra Nooyi), Microsoft ((Satya Nadella), Google (Sundar Pichai) et Twitter (Parag Agrawal) sont d’origines indiennes, et pauvreté proche de l’esclavage dans les pays du golfe. Le tournant de la libéralisation a entraîné un regain d’importance de cette diaspora dans source d’investissement, tête de pont économique et relais du soft power. Ainsi cette diaspora a été sollicitée pour les IDE, contribuant pour 9%. A cela il faut ajouter les flux retro-financiers, qui représentent près de 3% du PIB, venant notamment de la diaspora pauvre des pays du golfe.

Cette diaspora sert de relais au soft power indien, fondé sur une image de culture associée à la spiritualité, à la tolérance et à la non-violence, largement instrumentalisée par le BJP. Le Yoga et le bien-être sont notamment des vecteurs au centre de ce soft power. Diffusé dès les années 70 en masse en occident (ah, Richard Gere et Cindy Crawford), il est repris et développé par le BJP. Censé être une composant de l’ « indianité », il est imposé dans toutes les écoles par le BJP, mais aussi poussé comme diffusion de la culture indienne, avec une journée internationale du Yoga instaurée par l’ONU le 21 juin. La première journée a été hyper médiatisée avec une séance de Yoga géant à Delhi, tandis que Modi twitté tous les rassemblements mondiaux se réappropriant l’évènement. Plus globalement le marché du « bien-être » à travers les médecines douces et notamment ayurvédique est aussi un vecteur de rayonnement.

Le cinéma est enfin un autre vecteur, avec Bollywood premier créateur de films au monde, mélodrames sur fond de danses et de chant, de héros moustachues et d’affreuses belles-mères. Si le public est essentiellement indien, le cinéma s’exporte au M-O et en Afrique du nord, mais aussi dans le Commonwealth grâce à la diaspora.

1. **Les quatre cercles stratégiques :**

La diplomatie indienne est toujours inspirée par l’Arthashâstra, un traité de politique du IVème siècle av JC. Celui-ci promeut que la guerre ne doit être utilisé qu’en dernière solution, mais aussi que les états voisins sont par nature des menaces, et qu’il faut dont les prendre à revers par des alliances avec leurs ennemis : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ».

Plus généralement l’Inde a poursuivi dans l’après-guerre une politique de neutralité politique, incarné par son rôle dans la création du 1/3 monde et son leadership dans la création du concept de non-alignement. Elle fut l’un des rares pays à suivre réellement cette voie, recevant à la fois arme de l’URSS et aide financière au développement de la part des USA. Cette conduite est aujourd’hui poursuivie par la défense d’un monde multipolaire, et le soin de ne favoriser aucune alliance, comme le montre sa position d’équilibriste dans le conflit ukrainien.

Depuis la fin de la guerre froide cependant, l’Inde a dû revoir sa position. La « doctrine Gujral » du nom du ministre de l’intérieur de l’époque a recentré la géopolitique indienne sur son environnement régional proche. Trois cercles d’influence sont définis : l’Asie du sud ; la grande Asie, du M-O au sud-est ; enfin le monde. Depuis l’arrivée du BJP au pouvoir on peut rajouter une 4ème cercle dans lequel l’Inde s’est mobilisé : l’Indo-pacifique. L’arrivée du pouvoir du BJP, si elle a rendu la géopolitique indienne plus agressive, notamment avec le Pakistan, reste cependant dans le même cadre global.

1. **Premier cercle : l’Asie du sud :**

L’Inde veut jouer un rôle de leadership en Asie du sud mais n’y arrive pas, violemment contestée par ses voisins. Pour cela elle a créé la SAARC (South asian association for regional corporation) en 1985, dans le but de favoriser le libre-échange et la coopération régionale. Mais celui-ci reste une coquille vide, handicapé par les conflits : les sommets annuels ont été annulés depuis 2016 et les pays membres ne font que 5% de de leur commerce dans la zone. Parallèlement elle tente d’intervenir dans les conflits locaux : c’est le cas entre 87-90 au Sri Lanka dans le conflit Tamoul, qui est un échec, en 88 aux Maldives contre un coup d’état, en 2001 au Bouthan pour aider lors d’un terrible tremblement de terre.

De fait l’Inde connaît de bonnes relations uniquement avec ses petits voisins du Nepal et du Bouthan, enclavés et qui dépendent de son bon vouloir, et au sein desquels elle n’hésite pas à intervenir de façon plus moins feutré (blocus du Népal quand elle n’est pas contente). Avec le Pakistan les relations sont marquées par la conflictualité depuis la partition de 1947. Les deux pays se sont affrontés lors de plusieurs guerres en 1965 au Cachemire puis en 1971 lors de la guerre d’indépendance du Bengladesh, enfin en 1999, un confit d’autant plus grave que les deux pays sont dotés de l’arme nucléaire depuis les années 70. La question du Cachemire est centrale : la région majoritairement musulmane a intégré l’Inde sous la direction de son dirigeant Hindou en 1947, non reconnu par le Pakistan qui rentre en guerre. L’Onu qui est chargé de trancher demande l’organisation d’un referendum refusé par Delhi, et une ligne de démarcation est fixée par l’ONU en 1949 séparant la province en deux. La région du Jammu-et-Cachemire indienne est depuis la proie à une violence incessante, entre violence terroriste et répression, faisant plus de 70.000 morts. Le conflit se complexifie de plus en 1962 avec l’arrivée de la Chine qui s’empare de l’Askai Chin dans une guerre contre l’Inde, soutenant le Pakistan. A côté de la question du Cachemire, l’Inde accuse régulièrement le Pakistan de soutenir et d‘héberger des groupes islamistes terroristes agissant en Inde, l’attaque du parlement indien en 2001 et des hôtels de Mumbai en 2008 étant le point d’orgue. Évidemment les relations économiques sont nulles ou quasi nulles, la frontière étant fermée. L’arrivée au pouvoir du BJP a encore plus aggravé la situation, sur fond de politique anti-musulmane de Modri, avec plusieurs accrochages à la frontière, et le bombardement d’une cible en territoire pakistanais pour la première fois par l’Inde en 2019 suite à une attaque terroriste, la menace de couper l’Indus. Le Cachemire a vu son autonomie supprimée en 2019, avec une politique d’oppression terrible contre les dirigeants musulmans et un black out total, la région connaissant en réaction une remontée de la violence depuis.

Les relations avec le Bengladesh ne sont pas bien meilleures malgré le soutien à son indépendance. Les contentieux sont nombreux notamment sur l’eau avec le contrôle du Gange et du Brahmapoutre par les Indiens ou la fermeture de la frontière pour éviter l’immigration bengalaise. Enfin au Sri Lanka la question tamoule empoisonne les relations, les Tamouls étant supportés par les Indiens du Tamil Nadu qui font pression sur l’état central. L’Inde a tente d’intervenir dans le conflit entre 87 et 90, en supportant au départ les Tamouls, puis en essayant de jouer les négociateurs avec une force armée de protection de la paix, mais aboutissant à un fiasco total, cible des deux camps et départ forcé.

1. **Le deuxième cercle : l’Asie.**

Les relations avec le deuxième cercle sont aussi dépendantes du premier cercle. C’est notamment le cas pour les matières premières, dont l’Inde est dépendante pour sa croissance. Or les ressources naturelles qu’elle trouve par exemple en Iran ou au Turkménistan sont contrariés par les conflits du premier cercle, notamment avec le Pakistan : deux projets d’oléoducs/gazoducs ont ainsi été gelés à cause de ce conflit entre 95 et 2015 . C’est notamment le projet TAPI d’approvisionnement du gaz par le Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, qui a repris depuis 2015 mais aujourd’hui de nouveau gelé par la reprise en main des Talibans en Afghanistan. Et le IPI, Iran-Pakistan-Inde, toujours gelé entre sanction anti-iranienne des US et problème pakistanais.

L’Inde dans ca cadre est entouré par deux pays instables, l’Afghanistan et la Birmanie. La politique vis-à-vis de l’Afghanistan est celle de « l’ennemi de mon ennemi » : il s’agissait depius la chute des Talibans de prendre le Pakistan à revers, avec un partenariat stratégique signé en 2011. Le retour des Talibans en 2021 affaiblit donc fortement l’Inde dans la région. Avec la Birmanie, les relations sont relativement bonnes, mais les échanges restent modérés, la Birmanie étant de plus en plus tournée vers la Chine. L’Inde veut cependant développer ses relations qui lui permettrait de développer son nord-ouest à la traîne, et participer au nouveau projet de couloir doublant Malacca. Pour cela elle tente de créer un corridor vers le port birman de Sittwe, qui servirait de premier tronçon à un corridor de dvpt est-ouest Bangkok-Phonm-Phen- Ho Chi Minh ville, le Mekong-India Economic corridor, à la fois concurrent du Grand Mekong chinois et intégré à ce projet.

Les relations avec la Chine sont ambivalentes, et entachées d’un complexe d’infériorité et d’une admiration devant la croissance chinoise. Ambivalente car marquée par des tensions et des conflits. C’est le cas notamment sur leur frontière commune, la ligne MacMahon, tracée à l’époque coloniale, et non reconnue par la Chine. Depuis la guerre de 1962, victoire rapide de la Chine qui lui permet d’annexer l’Aksai Chin et de s’immiscer au Cachemire en soutenant le Pakistan, les accrochages ont lieu régulièrement, entre l’Aksai Chin et plus à l’est l’Arunachal Pradesh revendiqué par la Chine. La question du Tibet est aussi sensible : si l’Inde a reconnu l’annexion par la Chine en 59, elle a accueilli le Dalai-Lama qui en a fait une base arrière pour contester la politique chinoise. La menace des barrages chinois pour assécher les grands fleuves indiens est aussi durement ressentie. Pour autant d’un autre côté les relations sont favorisées, avec depuis 1988 une visite annuelle des deux dirigeants. Les échanges se sont multipliés, la Chine devenant le premier partenaire commercial, mais la balance indienne est extrêmement déficitaire.

Depuis l’arrivée du BJP aux affaires, cette ambivalence n’a pas changé. D’un côté Modi ne cache pas son admiration pour le modèle de développement chinois, tentant à travers sa politique de libéralisation « Make in India » de reprendre ce modèle pour industrialiser l’Inde, trop dépendante des services. Parallèlement le modèle illibéral chinois le tente, se rapprochant de la Chine à travers l’organisation de Shanghai, pour constituer un axe illibéral. Sa conduite dans le jeu ukrainien souligne cette disposition, refusant de condamner la Russie et développant ses flux avec elles pour obtenir des matières premières à meilleur prix. D’un autre côté il développe sur fond de nationalisme et de rivalité régionale une agressivité vis-à-vis de la Chine, avec des tensions aux frontières qui grimpent de de nouveaux accrochages sur la frontière, tandis que les IDE chinois sont de plus en plus contrôlés et interdits, de même que les media ; comme l’interdiction de TikTok en 2020

1. **3ème cercle : l’Indo-Pacifique.**

L’Inde tente d’affirmer sa puissance régionale dans l’Indo-Pacifique, notamment en réaction à la politique chinoise.

L’espace maritime est devenu un objet de rivalité avec la Chine, le collier de perle chinois et les routes de la soie maritime étant perçus comme des menaces, d’autant plus que nombre d’étapes sont dans des pays hostiles : c’est notamment le cas du port de Gwadar au Pakistan, et de la route terrestre menant jusqu’au XinJiang, ou encore des IDE massifs chinois au Sri Lanka et notamment dans le port de Colombo. Face à cette expansion, l’Inde traditionnellement tournée vers les terres s’est lancée dans une politique maritime pour contrôler l’Océan Indien. Pour cela elle a acquis un premier porte avion en 1987 (russe), un deuxième en 2022 (le Vikrant), et s’est équipée d’une flotte de sous-marins dont deux nucléaires. Elle a investi l’océan Indien par l’installation de bases sur les îles Nicobar et Adaman, et passé plusieurs traités avec des pays riverains pour avoir accès à ses ports : Madagascar, île Maurice, Qatar, Oman, Mozambique. Parallèlement des traités maritimes de bonne entente ont été passés avec le Myanmar et le Bengladesh. Enfin elle a lancé l’IORA, l’association des états riverains de l’océan indien, rassemblant 20 états, sur laquelle veut faire passer son influence. Evidemment, elle s’est aussi rapprochée des Etats-Unis face à l’expansion de la Chine, en achetant du matériel militaire et en multipliant les exercices navals communs.

L’autre versant de cette politique visant à sécuriser les approvisionnements et les routes commerciales, non moins qu’à pallier au dvpt chinois, et la politique vers l’est, la « Look east policy » devenue « Act easy policy », id est vers la péninsule du sud-est indochinoise. Ainsi l’Inde s’est rapprochée de l’Asean, avec depuis 1998 un sommer Asean-Inde, même si elle n’est pas admise à l’Asean+3. Par ailleurs l’Inde investit avec l’Asean dans un corridor est-ouest, de Delhi à Hanoi, la Trans-Asian Highway. Ce projet est à la fois un concurrent de la Chine (est-ouest sans passer par la Chine, volonté de rivaliser d’influence, etc..), mais aussi un partenaire, en ce sens où il est associé au projet du Grand Mekong chinois. Plus loin encore l’Inde a largement renforcé ses liens avec le Japon, sur fond d’entente entre Modri et Abe : les IDE japonais se sont multipliés notamment dans les infrastructures de transport (notamment les TGV qui sont japonais).

De l’autre côté, l’Inde s’est implantée dans le golfe pour ses approvisionnements en énergie. Le lien avec Téhéran est fort, mais selon sa diplomatie traditionnelle, Delhi a multiplié les partenariats avec les pays du Golfe, pour son approvisionnement et pour les migrants nombreux qui y travaillent, et conservent des liens très proches avec Israël.

1. **Le quatrième cercle : le monde.**

L’Inde reste dans sa tradition de ne pas privilégier une alliance stratégique. Pour se créer une place de puissance dans le monde elle a multiplié les partenariats d’alliance, une trentaine environ. D’autre part elle veut jouer un rôle plus important l’ONU. Pour cela elle s’implique dans une quarantaine de missions, avec un contingent très nombreux de soldats. Elle réclame surtout un siège au conseil de sécurité.

Avec les Etats-Unis les relations sont restées quelque peu mitigées du fait du non-alignement et du programme nucléaire. Les US ne coupent cependant pas les ponts face aux fournitures d’armement russe et finance une partie du développement agricole indien. La situation change radicalement au début du XXIème siècle avec l’accord de 2005 sur le nucléaire civil, et surtout depuis 2001 avec la réorientation de la politique américaine vers le PMO et la lutte anti-jihadiste. Face à un Afghanistan envahi, et un Pakistan allié mais qui s’annonce très peu fiable et n’hésite pas à jouer double jeu, l’Inde devient un allié indispensable en Asie. La montée en puissance de la Chine renforce son rôle, les US voyant en elle un contrepoids en Asie. Le groupe Quad réunissant US, Australie, Japon et Inde pour la sécurité dans la zone indo-pacifique, avec coopération et exercices navals communs, très clairement anti-chinois, naît en 2004. Les années 2010 ne feront pas mentir cette proximité : la proximité idéologique entre Trump et Modri se transforment en super shows lors de la venue du président indien aux US, tandis que les IDE se multiplient, notamment des GAFAM dont une part importante des patrons sont indiens, et se replient sur le marché indien faute d’être le bienvenu en Chine.

La Russie reste un allié traditionnel depuis l’URSS. Si les relations commerciales sont ténues (moins de 1% du commerce indien), le domaine de l’armement et du nucléaire reste essentiel : 80% de l’armement indien vient de Russie, tandis qu’en 2014 l’Inde a signé un accord pour la construction de 12 réacteurs par le russe Rosatom. L’arrivée de Modri au pouvoir a de plus entraîné une convergence idéologique vers un axe populiste, nationaliste et illibéral. Un nouvel accord a ainsi été signé en 2021 sur le partenariat commercial et militaire, tandis que la Russie est un soutien de première ligne pour obtenir un siège au conseil de sécurité de l’ONU. La guerre en Ukraine a cependant mis l’Inde en porte-à-faux : elle ne condamne pas l’intervention russe, mais se montre inquiète pour les flux commerciaux assurant sa croissance tout en profitant du pétrole russe à bas coût, (Modri à Samarcande rabroue Poutine), et se retrouve sous la pression américaine.

L’Inde veut par ailleurs peser sur la géopolitique mondiale en s’engageant à la tête du sud global, dans sa tradition 1/3 mondiste, et notamment au sein du groupe des BRICS. Elle a ainsi participé à la création du forum IBAS (Inde-Brésil-Afrique du sud), et du groupe RIC (Russie-Inde-Chine) , tout en refusant que la Chine intègre l’IBAS, soulignant les fractures du sud. Elle est d’autre part le moteur de la banque des BRICS, la NBD, vue comme une alternative à la BIRD, qui a financé environ 80 projets depuis sa création, mais s’est faite éclipser par la BAII.

L’UE reste le premier partenaire commercial de l’Inde, avec 11% du commerce, et un traité de libre échange est en négociation. La BEI est aussi l’un des grands investisseurs en Inde, dans des projets d’infrastructures et de lutte réchauffement climatique. Cela dit l’Inde privilégie les relations bilatérales, notamment avec ses principaux partenaires, R-U, Allemagne et France.

En Afrique si l’Inde est loin derrière la Chine, elle s’est lancée dans une vaste opération d’influence et de séduction, rythmée par des rencontres annuelles Inde-Afrique et portée par des investissements, des aides et son soft power, notamment le cinéma Bollywoodien, et aidé par une diaspora fortement implantée. Traditionnellement tournée vers l’est de l’Afrique, elle a plus récemment porté son influence vers l’ouest. Au Sénégal par exemple, c’est elle qui a équipé le pays de pompe pour ses rizières et d’autobus urbain, par les compagnies Kirloskar et Tata. A la différence de la Chine, l’influence chinoise est plus respectueuse du développement et de l’aide : si elle achète elle aussi matière première et terre, elle finance aussi par son aide le réseau médical africain, par exemple en reliant les pays africains aux hôpitaux indiens pour des consultations à distance, ou par la distribution de médicaments génériques.